

Pascal LAMY

Quelle Europe pour notre monde ?



FONDATION JEAN-JAURÈS

mai 2003



Pascal Lamy est Commissaire européen en charge du Commerce extérieur.



Europe enlevée par Zeus métamorphosé en taureau.
Statère en argent du roi Timocharis, Marion (Chypre), fin du V^e - début du IV^e s. av. J.-C.
Photo : Cyprus Archaeological Museum, Nicosie.

Pièce de 2 euros, 2002, Grèce.



Pascal LAMY

Commissaire européen
en charge du Commerce extérieur

Quelle Europe pour notre monde ? ⁽¹⁾

En parcourant la galerie des orateurs qui m'ont précédé, j'ai retrouvé beaucoup de noms illustres, et notamment quelques-uns des fondateurs de notre Union européenne : Paul-Henri Spaak, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi. J'y ai également retrouvé Jacques Delors, auquel cet honneur a été fait trois fois. Et je veux croire que c'est la filiation que je revendique avec sa pensée et son action qui me vaut de pouvoir m'adresser ce soir à un public où dominent des figures connues et estimées de la scène publique, du monde de l'entreprise et de la culture européenne. C'est donc très honoré que je me présente ce soir à cette tribune, mais très humble - au moment où il me faut prendre la parole à la suite de si grands Européens - pour exposer devant vous ce que l'Europe doit être, à mon sens, pour notre monde.

Et comme si le poids de cette généalogie ne suffisait pas à assourdir mon propos public de ce soir, le hasard a voulu que la guerre qui se déroule en ce moment en Irak l'assombrisse encore. Cette guerre, ne le cachons pas, est le signe d'un échec, comme toute guerre. D'un grand échec diplomatique, dont tout le monde porte une part de responsabilité, et qui a atteint notre Europe. Chacune et chacun d'entre vous le sentent bien en ce moment. Alors, plutôt que de se taire, ce qui est sans doute ce que la déontologie préconise à un Commissaire européen lorsqu'il n'a ni compétence, ni mandat et que l'Union européenne est divisée, prenons le risque de prendre du recul, de la distance, par rapport au bruit des canons. Et acceptons que ces quelques réflexions que je songeais, depuis quelques mois, à partager avec vous, sont même, peut-être, plus urgentes ce soir qu'elles ne l'auraient été dans des circonstances moins dramatiques.

Ces réflexions, ce sont d'abord celles que m'inspire l'état de notre monde. Et il est une version noire du monde. Cette version n'est pas seulement littéraire. Il ne s'agit pas de rhétorique. Le monde tel qu'il ne va pas, il suffit d'ouvrir sa fenêtre pour le voir :

Aujourd'hui, les inégalités de développement sont violentes. Elles s'inscrivent entre les pays du monde comme au sein de nos sociétés. Elles s'inscrivent au sein même de l'humanité, avec près de trois milliards de femmes et d'hommes qui vivent aujourd'hui avec moins de



Paul Henri Spaak,
Konrad Adenauer,
Alcide de Gasperi,
Jacques Delors.



deux euros par jour. Sur le front de l'environnement, la dégradation est en route et les diverses pollutions, l'épuisement des ressources non renouvelables, la fragilisation des sols, la destruction de la biosphère, l'atteinte à l'enveloppe atmosphérique, sont autant de menaces directes pour l'avenir de notre planète.

Les rapports de force entre les Etats dessinent les courbes de niveaux d'un relief stratégique mondial nouveau. On y distingue des lignes de faite sur lesquelles s'inscrivent des puissances hégémoniques, comme les Etats-Unis bien sûr, de vastes puissances économiques comme l'Europe, mais aussi des puissances en émergence, comme la Chine. Dans cette topographie, les zones de dépression s'accroissent. Elles englobent aujourd'hui à coup sûr l'Afrique, la rive sud de la Méditerranée, probablement l'Inde, mais aussi la Russie ou une large part de l'Amérique latine. Cette géographie de la puissance reproduit brutalement celle de la pauvreté. Elle dessine un paysage fait de failles, de lignes de rupture, de fragments, d'instabilité.

Et ces reliefs sont balayés par un souffle, celui d'une mondialisation qui est, de plus en plus, ressentie comme angoissante. Car notre monde, c'est aussi celui des perceptions que nous en formons. Et les perceptions de la mondialisation suscitent souvent la crainte. Crainte d'une uniformisation des cultures qui priverait l'homme de son langage. Crainte de la perte de ce qui touche au plus secret de chaque être humain : son identité. Si nous avons parfois

ce sentiment de dépossession, c'est peut-être pour partie, de façon plus ou moins consciente, du fait de l'évolution des rapports de pouvoir et des cadres de l'organisation sociale. Cette anxiété ne serait ainsi peut-être que le symptôme de la fin du référent étatique comme cadre de l'identité. Et ce d'autant plus qu'il est parfois difficile de bien distinguer quels sont les nouveaux leviers de pouvoir qui émergent aux côtés des Etats. La crainte est celle d'une mondialisation qui démantèlerait les cultures et les règles, les identités et les valeurs, les droits et les devoirs, et le droit face au non-droit. Pour reprendre un propos à la mode, celui du politologue américain Robert Kagan⁽²⁾, cette crainte est celle d'un monde qui ressemblerait davantage au monde décrit au XVII^e siècle par le philosophe anglais Thomas Hobbes - et dans lequel, sans la domination d'un monstre appelé l'Etat, l'homme est un loup pour l'homme et l'état de guerre permanent - qu'au monde de la Paix perpétuelle imaginé par Emmanuel Kant au siècle suivant.

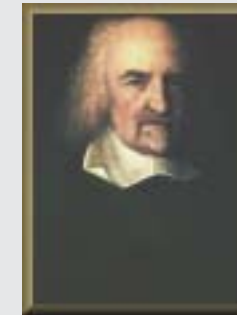
* * *

Mais cette version noire du monde, dont je viens de brosser à trop grands traits la fresque, n'est pas la seule version disponible.

D'abord parce que ce monde contrasté n'est pas un inconnu pour nous. Nous le connaissons depuis de longs siècles déjà. Ce monde, c'est celui du capitalisme de marché. C'est au cours



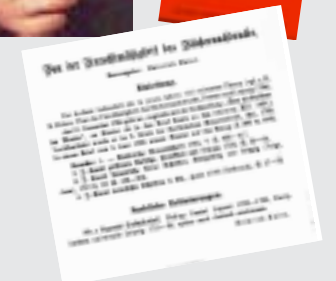
Robert Kagan



Thomas Hobbes
(Westport, 1588 - Hardwick, 1679)



Emmanuel Kant
(Königsberg 1724-1804)



du XV^e siècle que nos sociétés ont quitté les derniers éclats de la société médiévale et ont basculé dans l'époque moderne, caractérisée en Occident par ce système économique et politique, toujours en expansion depuis. Car le capitalisme de marché est parti à la conquête du monde. Il a ouvert des routes commerciales, il a jeté les fondations des empires coloniaux. Il n'a cessé de s'étendre à tous les espaces et à toutes les sociétés, en se renforçant à chaque fois, et en enserrant bientôt la planète d'un réseau toujours plus dense. Le capitalisme de marché est une force qui va.

C'est un système qui mêle du bien et du mal. Le capitalisme de marché c'est la croissance, mais c'est la croissance inégalement répartie. Le capitalisme de marché, comme le soulignait Montesquieu, ce sont les échanges, la civilisation et la paix à la place du fracas des armées et de la guerre. Mais ce sont aussi la conquête et la domination avec le profit comme sanction. Le capitalisme de marché donne à la créativité des moyens inédits mais étouffe les processus de création fragiles. Le capitalisme de marché est un formidable moteur d'innovation ; mais c'est aussi un système qui suscite les inégalités dont il se nourrit. Le capitalisme de marché est le corps de notre monde. C'est un Janus qui porte deux visages, l'un grimaçant, l'autre souriant, et qui sont inséparables. Il nous faut le penser comme un tout. Seule une approche globale de ses noirceurs comme de ses lumières peut fournir la base de la construction d'un monde

meilleur, à la fois plus juste, plus solidaire, plus stable.

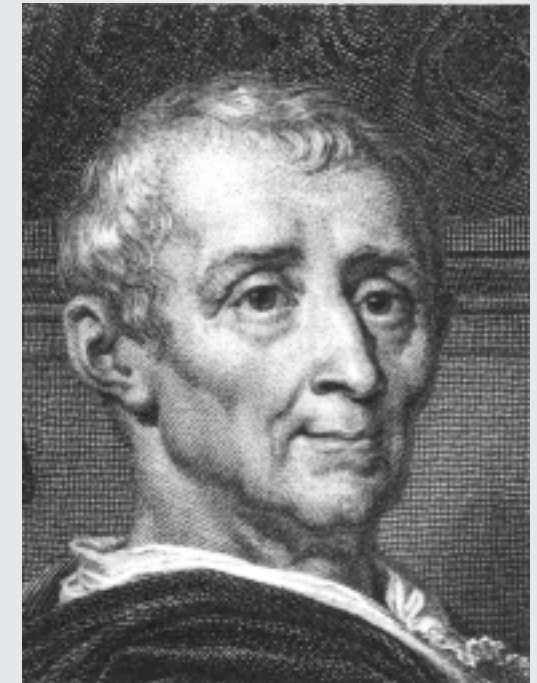
* * *

Pour construire un tel monde - mon métier de Commissaire européen en charge du Commerce international me le rappelle tous les jours - il faut introduire des éléments de gouvernement dans le système du monde. C'est ce que les mouvements sociaux et les pouvoirs politiques, quelles que soient leurs formes, ont essayé et parfois réussi de construire, au cours des âges, à l'échelle des pays. Plus près de nous, au siècle dernier, c'est ainsi que le mouvement social est parvenu, au moins en partie, à domestiquer le capitalisme de marché au sein des nations industrialisées. C'est ce que l'on appelle de nos jours la gouvernance, faute d'un autre mot pour parler du gouvernement du monde, cette échelle nouvelle qu'il nous faut aujourd'hui construire.

Arrêtons-nous un instant pour observer ce qui existe aujourd'hui en matière de gouvernement du monde. Schématiquement, trois grands types de réponses ont été proposés :

- La première est une réponse par les **institutions**.
- La seconde est une réponse par la **proclamation**.
- La troisième est une esquisse de réponse par la **notation**.

Offrir une réponse institutionnelle à la



Charles de Secondat Montesquieu,
(La Brède 1689 - Paris 1755)

Janus bifrons, Paris, Bibliothèque nationale,
Cabinet des Medailles



question de la gouvernance est bien sûr nécessaire. Il est nécessaire par exemple de mieux articuler entre elles les différentes institutions internationales, que ce soient les agences de la famille de l'Organisation des Nations Unies ou les Institutions de Bretton Woods pour mettre en œuvre des politiques cohérentes, qui ne détruisent pas ici ce que l'on a construit là-bas. Car les institutions et les organisations internationales fonctionnent aujourd'hui un peu comme le feraient des ministères qui n'auraient pas de gouvernement. Et pourquoi, me demanderez-vous, n'y a-t-il pas de gouvernement ? A cette question, il existe deux réponses. La première réponse, celle des juristes, des spécialistes du droit international est ancrée dans l'ordre wesphalien. Cette théorie dit qu'il n'en est pas besoin puisque les organisations, composées d'Etats membres, bénéficient naturellement, en quelque sorte par transitivity, de la cohérence des gouvernements de chacun de ces Etats membres. Cette réponse est, à mon sens, un artifice que la réalité dément tous les jours. Et la bonne réponse, selon moi, est qu'il faut chercher l'absence de gouvernement du monde dans le fait qu'il n'y a pas de fonction gouvernementale qui s'incarne. Et il n'y a pas de fonction gouvernementale car il n'y a pas de programme de gouvernement qui s'exprime au niveau international. Or, un programme, c'est une affaire de valeurs politiques. Dans la quête d'une réponse uniquement institutionnelle à la question du gouvernement du monde, la recherche de l'efficacité trébuche donc sur la question de la

légitimité. C'est donc sur la question des valeurs que vient buter l'approche institutionnelle.

La seconde voie est ce que j'appellerais l'**approche « déclamatoire »**. On la voit à l'œuvre, depuis une trentaine d'années, dans les sommets internationaux. Et, de fait, la société civile et les Organisations non gouvernementales ont mis au programme de conférences internationales un certain nombre de questions systémiques : l'environnement, la population, la santé, le développement, les droits sociaux fondamentaux, les droits des femmes, pour ne citer que certaines d'entre elles. Mais posons-nous la question : pour quel effet ? Quels sont les résultats obtenus, après des décennies de rencontres et de déclarations de fin de sommets ? Elles sont souvent vibrantes ces déclarations. Mais elles sont aussi vides. Ce sont davantage des gesticulations en direction des opinions publiques que les signes d'un engagement dans la gouvernance mondiale. Pour autant, cette approche déclamatoire n'est pas insignifiante. Dans le passé, incarnée dans des textes qui ont acquis une valeur juridique comme la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, elle a fait avancer certaines conceptions de l'organisation du monde. Aujourd'hui, elle pourrait ressembler à un programme, comme l'a dit Kofi Annan à propos des « objectifs du millénaire » de l'ONU. Elle est animée d'une certaine légitimité car elle contribue à l'émergence de la question des valeurs et interroge les préférences collectives des peuples. Mais elle se heurte à sa propre



Kofi A. Annan, septième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789



limite : elle n'est pas branchée sur une organisation de mise en oeuvre. Elle s'incarne mal.

Il y a donc d'un côté une approche institutionnelle qui possède une certaine efficacité mais qui n'est pas légitime, et de l'autre une approche déclamatoire plus légitime mais sans efficacité.

La troisième approche est un dernier-né des esprits fertiles qui réfléchissent aux moyens de la gouvernance mondiale. Il s'agit de développer un **système de notation** international. L'idée serait de confier à des agences indépendantes le soin d'évaluer les performances des uns et des autres, au moyen d'une notation rendue publique. Ce système du name and shame, très anglo-saxon, est déjà utilisé par un certain nombre d'ONG pour évaluer les performances sociales ou environnementales d'entreprises mondiales, ou par des mouvements comme Transparence internationale qui publie chaque année le classement des pays plus ou moins corrompus, ou corrupteurs. Ce système est, des trois systèmes de gouvernance, celui qui met le plus en évidence la centralité de la question des valeurs dans la gouvernance. Car c'est évidemment en fonction des préférences collectives des peuples que les notations sont établies.

Explicitons donc le propos : je crois qu'il est tout à fait utile de faire de la gouvernance une question de machinerie institutionnelle.

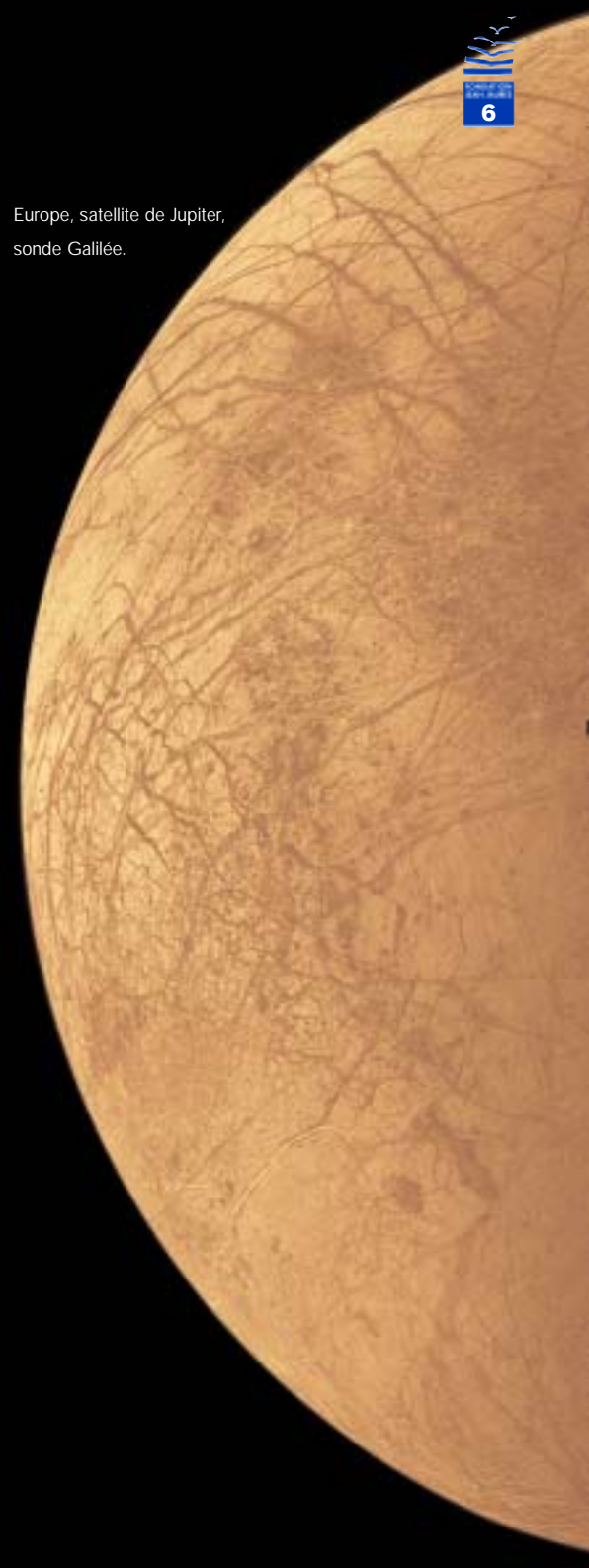
Mais je crois aussi que pour réussir un système de gouvernance, il faut aborder la véritable question que celle-ci pose, et qui est d'un ordre tout à fait différent de l'ordre institutionnel : la gouvernance interroge les valeurs, les préférences collectives que se choisissent les sociétés. Pas de gouvernance sans elles.

* * *

Or, j'y reviens, notre monde a besoin de gouvernance. D'abord parce qu'il est entré dans une phase de mondialisation d'une ampleur inconnue dans l'histoire de l'humanité, qui ne fait que rendre un peu plus sévères et un peu plus visibles la misère, la détresse, l'absence d'avenir, la souffrance et la mort précoce qui sont le lot de la majeure partie des hommes et des femmes sur cette Terre. Ensuite, parce que cette injustice profonde et aveugle est une atteinte à notre humanité.

Aussi, parce que nous avons basculé dans un nouveau paradigme historique depuis la fin de la guerre froide. Nous en mesurons certains bienfaits, comme l'accueil de dix nouveaux Etats membres au sein de l'Union Européenne l'an prochain. Mais il est raisonnable de penser que nous en connaissons d'autres ondes de choc. La guerre en Irak est probablement l'une d'entre elles. Les nouveaux rapports de force internationaux qui se sont développés juxtaposent des logiques économiques aux logiques politiques, mais aussi des référentiels, des visions du monde comme le repli sur soi,

Europe, satellite de Jupiter,
sonde Gallée.



l'unilatéralisme, ou le multilatéralisme qui est, j'y reviendrai, la vision de l'Europe.

Mais le monde a aussi profondément changé parce que, aujourd'hui, l'Europe a commencé à exister. Pour nous, Européens, mais aussi pour le reste du monde. Et parfois plus pour le reste du monde que pour nous, Européens. Je passe la moitié de mon temps sur d'autres continents que le nôtre, et j'entends de toutes parts cette demande d'Europe. Et ce que nous disent d'autres continents, c'est que l'expérience de la construction européenne, cette quête d'une gouvernance moderne à la mesure des défis d'aujourd'hui, cette quête-là n'est pas vaine.

* * *

Quels sont, de ce point de vue, les enseignements de l'Europe ?

Je partirai, pour répondre à cette question, d'une citation attribuée à Jean Monnet sur la culture, au demeurant totalement apocryphe, qui lui a fait dire que, s'il devait recommencer la construction européenne, il s'attaquerait en priorité à la culture ! Le succès que rencontre cette formule qu'il n'a jamais prononcée dit quelque chose d'intéressant sur la façon dont nous percevons la construction européenne. Elle participe de l'idée - très communément répandue ! - selon laquelle nous avons dû choisir entre construire l'Europe des marchés ou construire l'Europe des valeurs. Et donc, qu'ayant fait le choix de faire l'Europe des marchés, nous nous sommes condamnés à

laisser l'Europe des valeurs en friche. Je n'en crois rien.

Je crois, au contraire, que le vrai génie des fondateurs de l'Europe est justement d'avoir su tirer les leçons de l'échec des constructions supranationales précédentes et autres Traités diplomatiques classiques. En disant « Unissons nous », ils se sont bien gardés au départ d'entrer sur le terrain d'autres valeurs que celles de la paix. Ils avaient très bien compris que toucher aux valeurs déclenche la méfiance. Les Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi, Paul-Henri Spaak avaient donc tous compris que, pour faire communauté, il fallait avant tout construire patiemment le terrain de la confiance.

Or, comment crée-t-on la confiance ? On la crée en partant du postulat selon lequel la coalition des intérêts nécessite des positions élaborées en commun. Ce n'est pas une synthèse, ce n'est pas une superposition, ce n'est pas un accord à minima. Il ne s'agit pas de trouver un dénominateur commun, mais de faire émerger un intérêt général commun. C'est cette analyse qui explique le choix du partenariat industriel de l'acier et du charbon, industries stratégiques fondamentales à l'époque, comme premier noyau de la construction communautaire. C'est aussi elle qui fut choisie pour le Traité de Rome, en 1957, qui a établi nos premières politiques communes : commerce, concurrence, agriculture pour ne citer que les principales. Pour les pères de l'Europe, la plate-forme d'intérêts et de solidarités qui existait dès ce moment entre



les pays européens devait petit à petit s'étendre à d'autres domaines, plus politiques. Le pari était que ces solidarités de fait, comme ils disaient, contribueraient progressivement à rapprocher les valeurs, les préférences collectives des peuples européens.

Ruse ! esquive ! ont dit certains. L'union politique par la porte de derrière disait Margaret Thatcher. Eh bien oui ! Ils ont eu raison. Cela a fonctionné. En ouvrant les frontières, en ouvrant les échanges, la construction de l'Europe a ouvert les esprits. Parce qu'on ne libère pas les mouvements de biens, de services, de capitaux, de personnes sans rencontrer la nécessité des référentiels communs en matière sociale, fiscale, environnementale, sans pénétrer de plus en plus avant sur le terrain des préférences collectives.

Nous l'avons éprouvé lorsque nous avons créé entre nous une monnaie unique à laquelle il a fallu donner une doctrine. Nous l'éprouvons régulièrement lorsque notre politique commerciale commune est confrontée au problème des organismes génétiquement modifiés. Nous l'avons décidé lorsque nous avons inventé des mécanismes d'une solidarité interrégionale destinée à amortir les chocs schumpétériens du grand marché intérieur. Et, de ce point de vue, la construction européenne offre bien un modèle. Elle est, en quelque sorte, un laboratoire de cette gouvernance dont notre monde a, je le crois, profondément besoin. Et elle aborde enfin de façon de plus en plus explicite la question des valeurs, des préférences

collectives, sur laquelle tout projet de gouvernance doit se fonder.

* * *

A lors, quelle place pour cette Europe-là dans ce monde-là ? Pas le monde idéal : le nôtre. Pas l'Europe idéale : la nôtre. La réalité, celle qui nous assaille au-dehors et interroge nos spéculations avec la brutalité des faits, celle de l'actualité.

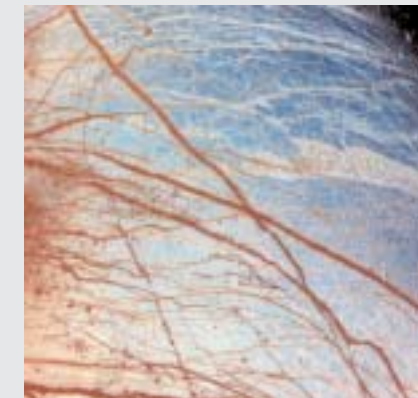
La guerre en Irak vient de poser dans le débat public la question du sens et de la nécessité de l'Europe. Ce débat met, grosso modo, deux thèses en présence : celle qui annonce la mort ou en tout cas l'agonie de l'Europe des pères fondateurs, l'Europe des solidarités qui mène à l'union de valeurs ; et celle qui pense que la crise, bien que profonde, mobilisera le bon niveau d'énergie politique et symbolique pour relancer la construction, pour renforcer l'intégration.

Les partisans de la première thèse voient dans la crise actuelle la manifestation d'une limite à la construction européenne. Rien ne sert de fédérer ce qu'on a pour unir ce qu'on est. On ne franchit pas la barrière des espèces politiques. Cette barrière des symboles est trop haute. Tenter de la franchir est faire preuve d'ubris. Les dieux de la souveraineté étatique ne le permettent pas et cet orgueil sera puni de la chute, au risque de remettre en cause ce qui a été fait. Renonçons à cet orgueil de la taille.



Boucher François (1703-1771), *L'Enlèvement d'Europe*, Wallace Collection, Londres.

Europe, satellite de Jupiter, sonde Galilée.



Renonçons à faire de l'Europe un des éléphants du monde de demain. Contentons-nous de survivre, en comptant sur la biodiversité politique, dans les interstices que voudront bien nous laisser les mastodontes américain, chinois, indien. Nous ne boxerons pas dans cette catégorie-là.

Les autres, dont je suis, pensent au contraire que l'Europe peut se relever de cette crise majeure. Certains d'entre nous se prennent même à rêver qu'elle s'en relèvera plus forte encore. Mais alors soyons lucides ! La guerre nous indique avec sa violence que si nous souhaitons retrouver dans le monde l'essentiel de nos valeurs, il faut nous en donner les moyens. C'est-à-dire qu'il est temps que l'Europe se dote des moyens d'une politique extérieure et de sécurité commune.

Et, dans l'océan de mauvaises nouvelles qui nous submerge depuis quelques semaines, repérons une bonne nouvelle dans ce que les opinions ont exprimé parmi les Quinze et dans les pays candidats. Non que les opinions aient toujours vu juste en matière de paix et de guerre au cours du dernier siècle. Mais la bonne nouvelle est qu'elles souhaitent une Europe unie en matière de politique étrangère et de sécurité. Elles semblent même, ces opinions, avoir une idée de ce que devraient être les contours de cette politique. Alors, pourquoi le cap n'a-t-il pas été franchi ? Pourquoi est-il si difficile à franchir ? Pourquoi, à vrai dire, n'a-t-il encore jamais été franchi si l'on laisse de côté les

serments du dimanche ? Je crois que c'est parce que l'on touche ici à un domaine dans lequel les barrières symboliques, celles de nos représentations collectives, celles de nos rêves et de nos cauchemars, celles de nos identités collectives, de nos mythes demeurent très puissantes.

* * *

C'est pourquoi j'ai la conviction que l'élaboration d'une politique étrangère et de sécurité ne pourra pas se faire sans passer par une nouvelle étape de la construction européenne, capable de réaliser cette alchimie particulière qui est celle d'une politique étrangère, c'est-à-dire un mélange instable, un compromis permanent, une tension quotidienne entre des intérêts et des valeurs.

Pour réussir cela, il faut réunir les trois ingrédients nécessaires au processus d'intégration européen : la volonté, le projet, les institutions.

- ▶ le premier ingrédient, c'est la volonté politique de faire ensemble
- ▶ le second ingrédient, c'est un projet commun
- ▶ le troisième ingrédient, c'est une organisation institutionnelle pour mettre en œuvre cette politique

L'expérience de cinquante ans de construction européenne prouve que, lorsque deux de ces ingrédients sont réunis, on finit



La Bocca della Verità,
Rome Sainte Marie in Cosmedin

toujours par trouver le troisième. Prenons trois exemples :

Premier exemple : dans le cas de la politique commerciale, la volonté politique n'a jamais failli. Les fondateurs de l'Europe en ont même fait l'une des politiques originelles du Traité de Rome, je l'ai déjà dit. Cette volonté s'est incarnée dans une organisation institutionnelle, et a confié la compétence exclusive de cette politique à l'Union. A partir de ces éléments, le projet s'est progressivement cristallisé au fur et à mesure des débats qui ont longtemps opposé nos Etats membres sur le libre-échange ou le protectionnisme. Et le projet est, aujourd'hui, clarifié : c'est celui d'une ouverture des frontières accompagnées de règles, ce que j'appelle souvent un projet de maîtrise de la mondialisation.

Deuxième exemple : dans le cas de l'union monétaire, dès lors que la volonté politique et le concept (celui de la priorité à la stabilité des prix) ont été trouvés, après trente ans de recherche, de réflexions, de débats, d'expériences, le troisième ingrédient, le système de fonctionnement de cette monnaie unique, son appareillage institutionnel a été trouvé en quelques semaines à peine.

Troisième exemple : la création d'un espace judiciaire commun a été recherchée pour répondre aux besoins que suscitait un espace intérieur de plus en plus intégré. Cet espace

judiciaire avait besoin d'instruments, parmi lesquels le projet de création d'un Mandat d'arrêt européen - longtemps revendiqué par les milieux judiciaires nationaux qui en avaient décrit les contours. Le Traité d'Amsterdam lui a donné son organisation institutionnelle, au titre de la politique de justice et affaires intérieures. Mais la volonté politique des Etats membres a été longue à cristalliser. C'est finalement la menace terroriste qui a enclenché la volonté politique et a permis de franchir la barrière symbolique dont je parlais, celle de la souveraineté, et que représentait jusqu'alors la procédure d'extradition.

Aujourd'hui, la politique étrangère et de sécurité européenne ne réunit aucun de ces trois ingrédients. Peut-être parce que la politique extérieure est celle qui touche au plus près les symboles de la souveraineté des Etats. Je dis bien les symboles. Et sans doute parce qu'il s'agit du domaine dans lequel la méfiance des Etats les uns vis-à-vis des autres atteint son niveau le plus élevé. Bien plus élevé, c'est l'évidence, que dans le cas des politiques dont je viens de vous donner quelques exemples. Cette méfiance se fonde sur le fait que l'intérêt national est toujours vécu comme premier par rapport à l'intérêt communautaire. Les gouvernements européens n'ont pas franchi le pas qui consiste à reconnaître que nous faisons société, au contraire des citoyens européens.

C'est la raison pour laquelle je suis persuadé



Signature du Traité de Rome

Traité d' Amsterdam



qu'aucune avancée en matière de politique extérieure et de sécurité commune ne pourra se faire sans emprunter à ce que l'on appelle la méthode communautaire. Je sais qu'il est de bon ton, notamment à l'occasion des travaux de la Convention, de l'exclure dans ses affaires en quelque sorte trop sérieuses, nous dit-on. Mais je crois le contraire. Je crois que c'est précisément ici qu'on a besoin de ses vertus :

D'abord en se donnant le temps nécessaire à la formation de l'intérêt général, grâce à des calendriers fondés sur la progressivité pour prendre le temps du rapprochement des conceptions et des valeurs ;

Et surtout en introduisant dans le processus, ce que j'appelle un « Tiers de confiance » qui médiatise l'affrontement des intérêts nationaux et se voir confier la charge de faire émerger l'intérêt général européen.

Ce rôle de «réducteur de méfiance», de «catalyseur de confiance», les pères fondateurs l'ont confié à la Commission européenne, estimant que seule une institution tierce peut exposer une demande d'intérêt général dégagée de la gangue des intérêts particuliers. Que seul un acteur de ce nouveau type peut faire émerger le contrat social communautaire et la mutualisation des intérêts individuels en un intérêt général, dès lors qu'existe l'affectio societatis. Quitte, bien entendu, à l'enserrer dans un triangle institutionnel dont les deux autres pôles sont le Conseil des Etats, qui représente la

légitimité des Etats membres, et le Parlement européen, qui représente la légitimité des peuples.

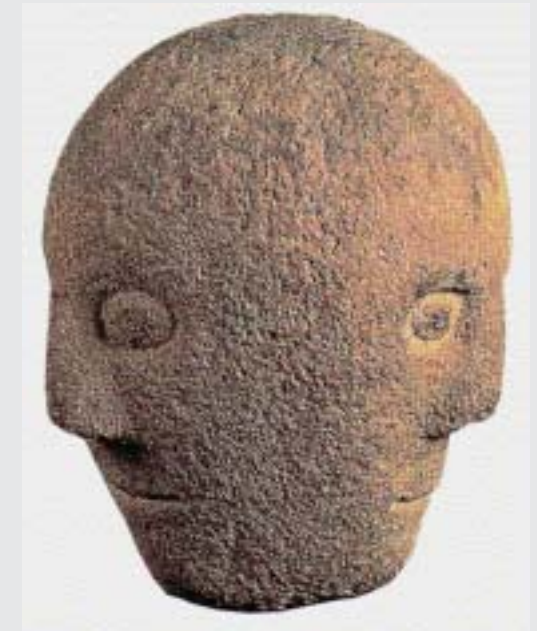
J'entends, comme vous déjà, la voix des réalistes. Je l'écoute depuis longtemps. Elle nous dit ah ! le bel esprit. Il va bientôt nous dire que nous devons confier à la Commission européenne le soin de déclarer la guerre ! Peut-être pas tout à fait ... Mais la situation d'aujourd'hui, celle de nos divisions, et, somme toute, celle de nos impuissances, est-elle moins intolérable ?

* * *

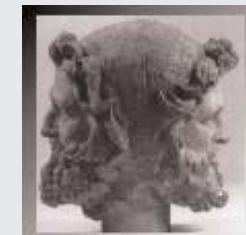
Revenons, pour conclure, à notre propos principal.

Notre monde est un Janus ambivalent. Il est comme un torrent qui charrie dans ses eaux tumultueuses un limon précieux pour la croissance et le progrès humain, mais capable aussi de violence économique, sociale, morale. Ce torrent peut détruire des communautés, miner des vies, altérer, parfois de façon irréversible, l'environnement au niveau planétaire comme au niveau local.

Pour canaliser ce courant sans finalité, il faut construire des digues. Pour maîtriser notre monde, pour le choisir, pour le construire, nous avons besoin de gouvernance. Parce que nous avons besoin de gouvernance, nous avons



Janus, dieu romain des commencements, des portes et entrées et des passages ; dans les arts, on le représente pourvu de deux visages (regardant dans des directions opposées), ou même de quatre visages.



besoin d'Europe. Parce que la gouvernance européenne a su intégrer des valeurs à un processus d'efficacité et parce que notre monde a besoin, plus que jamais, des préférences collectives construites et exprimées par l'Europe.

Notre gouvernance n'est donc pas seulement une affaire d'institutions. Elle est aussi et surtout affaire de valeurs. Elle est, je le crois profondément, ce qui fait la singularité de l'expérience européenne depuis plus de cinquante ans. Ces valeurs ne nous sont pas données. Ou plutôt, ce ne sont pas exactement les nôtres, celles de chacune et de chacun d'entre nous, celles de nos familles, qu'elles soient philosophiques, religieuses ou politiques. Qu'elles soient celles de nos pères, celles de nos cultures, celles de nos terroirs. Non, ce ne sont pas précisément, exactement, ces valeurs-là.

Ces valeurs, ce sont les préférences collectives que nous inventons, que nous construisons, par le dialogue, par le contact, par l'échange, par la parole, par la négociation, par le contrat. Par le renoncement voulu à une part de nous-mêmes pour mieux peser sur le sort du monde. C'est ce que nous avons entamé, il y a cinquante ans. Et si les pères fondateurs ont vu juste, alors il nous faut maintenant des filles fondatrices et des fils fondateurs pour que cette entreprise s'ouvre sur le monde au-delà des océans.

Dans son esprit Jean Monnet, la construction

européenne était une étape vers l'organisation du monde de demain. Le monde de demain de Jean Monnet, c'est celui qui est le nôtre, aujourd'hui. Ce monde-là peut être moins mauvais, moins injuste, moins dangereux. Mais, nous le savons désormais, il lui faudra, alors, une Europe plus forte ! •

1)- Discours aux Grandes Conférences Catholiques, le 24 mars 2003 à Bruxelles.

2)- Robert Kagan, *LA PUISSANCE ET LA FAIBLESSE. Les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, Plon, février 2003.



1992, 100 Francs Jean Monnet



Jean Monnet et Robert Schuman

Jean Monnet

